

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES FINANCES

F. 97 - 99

[C - 3031]

12 DECEMBRE 1996. — Loi modifiant la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire en ce qui concerne l'Institut belgo-luxembourgeois du Change (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. L'article 2 de la loi relative à l'Institut belgo-luxembourgeois du change, contenue dans l'article 36 du titre II de la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. — Missions

L'Institut a pour mission :

1° d'assurer la surveillance des paiements extérieurs de l'Union économique belgo-luxembourgeoise et, à cette fin, de collecter et de traiter les informations utiles pour l'établissement de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise;

2° de collecter et de traiter les informations utiles pour établir séparément des comptes courants des balances des paiements du Royaume de Belgique et du Grand-Duché de Luxembourg;

3° d'assurer l'exécution des dispositions légales et réglementaires relatives au contrôle des changes dès lors que la mise en œuvre d'un tel contrôle est décidée par le gouvernement belge et par le gouvernement luxembourgeois agissant de commun accord dans le respect de leurs obligations internationales et européennes ou pour assurer l'exécution de celles-ci.

L'Institut exerce ces missions conformément aux dispositions prévues aux sections II et III. »

Art. 3. Dans l'article 10, contenu dans l'article 36 de la même loi, les paragraphes 1^{er} et 2 sont remplacés par ce qui suit :

« § 1^{er}. Pour établir la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise et les comptes courants des balances des paiements du Royaume de Belgique et du Grand-Duché de Luxembourg, et recenser les opérations utiles à cette fin, l'Institut est habilité à recueillir toutes informations concernant :

1° d'une part, les paiements opérés entre les résidents et les non-résidents du Royaume de Belgique et, d'autre part, les paiements opérés entre les résidents et les non-résidents du Grand-Duché de Luxembourg, réalisés par transfert à l'intervention d'un établissement de crédit ou de tout autre intermédiaire, résident ou non-résident, par compensation, en billets de banque ou par toute autre voie;

(1) Session 1995-1996.

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Projet de loi. — Exposé des motifs, n° 576/1-95/96.

Session 1996-1997.

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Rapport fait au nom de la Commission des Finances et du Budget, n° 576/2-95/96. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 576/3-95/96.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 13 novembre 1996. — Adoption. Séance du 14 novembre 1996.

Sénat :

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-474/1. — Projet non évoqué par le Sénat, n° 1-474/2.

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 97 - 99

[C - 3031]

12 DECEMBER 1996. — Wet tot wijziging van de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetair beleidsinstrumentarium met betrekking tot het Belgisch-Luxemburgs Wisselinstituut (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid waarvan sprake is in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 2 van de wet betreffende het Belgisch-Luxemburgs Wisselinstituut, vervat in artikel 36 van titel II van de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetair beleidsinstrumentarium, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 2. — Odrachten

Het Instituut heeft als opdracht :

1° het toezicht op het buitenlandse betalingsverkeer van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie en, met dat doel, het verzamelen en verwerken van de informatie die nuttig is voor het opmaken van de betalingsbalans van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie;

2° het verzamelen en verwerken van de informatie die nuttig is voor het afzonderlijk opmaken van de lopende rekeningen van de betalingsbalansen van het Koninkrijk België en het Groothertogdom Luxemburg;

3° de uitvoering van de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake deviezencontrole, wanneer de Belgische regering en de Luxemburgse regering in gezamenlijk overleg besluiten dergelijke controle in te stellen met inachtneming of ter uitvoering van hun internationale en Europese verbintenissen.

Het Instituut voert die opdrachten uit overeenkomstig de bepalingen van de afdelingen II en III. »

Art. 3. In artikel 10, vervat in artikel 36 van dezelfde wet, worden de paragrafen 1 en 2 vervangen door wat volgt :

« § 1. Voor het opmaken van de betalingsbalans van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie en de lopende rekeningen van de betalingsbalansen van het Koninkrijk België en het Groothertogdom Luxemburg, en voor het inventariseren van de voor dit doel dienstige transacties is het Instituut bevoegd alle informatie te verzamelen over :

1° enerzijds de betalingen gedaan tussen ingezetenen en niet-ingezetenen van het Koninkrijk België, en anderzijds de betalingen gedaan tussen ingezetenen en niet-ingezetenen van het Groothertogdom Luxemburg, welke geschieden door overmaking via een kredietinstelling of enige andere tussenpersoon, ingezetene of niet, door schuldvergelijking, met bankbiljetten of op enige andere wijze;

(1) Zitting 1995-1996.

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp. — Memorie van toelichting, nr. 576/1-95/96.

Zitting 1996-1997.

Kamer van volksvertegenwoordigers

Parlementaire bescheiden. — Verslag namens de Commissie voor de Financiën en de Begroting, nr. 576-95/96. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 576/3-95/96.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Zitting van 13 november 1996. — Aanneming. Zitting van 14 november 1996.

Senaat :

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-474/1. — Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat, nr. 1-474/2.

2° les transferts, en compte ou en espèces, d'avoirs par un résident, respectivement du Royaume de Belgique ou du Grand-Duché de Luxembourg, agissant pour son propre compte, vers l'étranger ou en provenance de l'étranger;

3° les avoirs et engagements des résidents, respectivement du Royaume de Belgique ou du Grand-Duché de Luxembourg, sur et envers l'étranger, détenus ou acquis dans l'exercice d'une activité professionnelle, qui ne sont pas recensés au titre du 1° ci-dessus, ainsi que leurs variations et mutations.

Le Roi définit la notion de « résident » et de « non-résident » pour l'application de la présente loi.

§ 2. Toutes les personnes qui effectuent ou prêtent leur concours à des opérations utiles au sens du § 1^{er}, sont tenues de fournir à l'Institut les informations requises en exécution des §§ 3 et 4. »

Art. 4. L'article 12, contenu dans l'article 36 de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 12. — Utilisation des informations et secret statistique.

§ 1^{er}. L'Institut communique à la Banque Nationale de Belgique les données qu'il a récoltées aux fins de l'établissement de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

L'Institut ne peut cependant transmettre les données individuelles identifiées qu'il a récoltées relatives à des résidents du Royaume de Belgique qu'à la Banque Nationale de Belgique, et les données individuelles identifiées qu'il a récoltées relatives à des résidents du Grand-Duché de Luxembourg qu'au service luxembourgeois compétent pour l'établissement de la balance des paiements du Grand-Duché de Luxembourg.

Les données individuelles transmises ne peuvent être utilisées par la Banque Nationale de Belgique qu'aux fins de l'établissement de la balance des paiements du Royaume de Belgique et par le service luxembourgeois compétent qu'aux fins de l'établissement de la balance des paiements du Grand-Duché de Luxembourg.

§ 2. L'Institut ne peut transmettre des données à des autorités, autres que celles visées au § 1^{er}, qu'en exécution d'obligations internationales et qu'à la double condition que les informations ne soient utilisées que pour l'établissement de statistiques de balance des paiements et que ces autorités soient soumises à une obligation de secret équivalente à celle prévue dans la présente loi.

Les données communiquées ne peuvent en aucun cas permettre l'identification d'une manière directe du déclarant.

§ 3. L'Institut et la Banque Nationale de Belgique ne peuvent communiquer à des tiers autres que ceux visés aux §§ 1^{er} et 2, des données statistiques qui ont été récoltées en exécution de la présente loi qu'à la condition que ces données ne puissent de nulle manière permettre d'identifier les déclarants, ni porter atteinte aux intérêts de ces derniers ou compromettre de quelque façon que ce soit l'exactitude des relevés statistiques futurs.

§ 4. Les dispositions de la présente loi ne portent en aucun cas préjudice au respect, par la Banque Nationale de Belgique, des obligations qui lui incombent en vertu de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier à des fins de blanchiment des capitaux.

§ 5. L'Institut ne peut être requis de fournir des informations à des fins d'ordre fiscal. »

Art. 5. A l'article 15, contenu dans l'article 36 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'intitulé est remplacé par ce qui suit : « Article 15. — Missions de recherche et exécution d'office »;

2° l'article est complété par un paragraphe 3 et un paragraphe 4, rédigés comme suit :

« § 3. Les prescriptions de l'article 10 de la présente loi et des arrêtés et règlements pris en son exécution, auxquelles les assujettis à l'obligation de communication refusent de se soumettre, sont exécutées d'office aux frais des contrevenants.

Le Conseil prend la décision de procéder à l'exécution d'office et désigne les délégués chargés de cette exécution.

Le Roi précise les modalités de l'exécution d'office et détermine les frais incombant aux contrevenants.

§ 4. Les délégués susmentionnés peuvent, si besoin en est pour l'accomplissement de leur mission, moyennant autorisation préalable du juge de paix, pénétrer entre 8.00 h et 18.00 h contre le gré de l'occupant, dans les maisons, ateliers, bâtiments, cours adjacentes et

2° het overmaken van tegoeden, in rekening of in speciën, door een ingezetene van respectievelijk het Koninkrijk België of het Groothertogdom Luxemburg, die voor eigen rekening handelt, naar of uit het buitenland;

3° de tegoeden op en de verbintenissen tegenover het buitenland die ingezetenen van respectievelijk het Koninkrijk België of het Groothertogdom Luxemburg aanhouden of aangaan in de uitoefening van een beroepswerkzaamheid en waarover geen gegevens worden verstrekt ter uitvoering van punt 1° hierboven, alsook de veranderingen in de aard en het bedrag daarvan.

De Koning definieert het begrip « ingezetene » en « niet-ingezete » voor de toepassing van deze wet.

§ 2. Alle personen die transacties verrichten, dienstig in de zin van § 1, of die hun medewerking eraan verlenen, dienen aan het Instituut de ingevolge de §§ 3 en 4 verschuldigde informatie te verstrekken. »

Art. 4. Artikel 12, vervat in artikel 36 van dezelfde wet, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 12. — Gebruik van informatie en statistisch geheim.

§ 1. Het Instituut bezorgt de informatie die het heeft verzameld aan de Nationale Bank van België, voor het opmaken van de betalingsbalans van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie.

Het Instituut mag echter de individuele geïdentificeerde gegevens, die het heeft ingewonnen aangaande ingezetenen van het Koninkrijk België, enkel meedelen aan de Nationale Bank van België, en de individuele geïdentificeerde gegevens ingewonnen aangaande ingezetenen van het Groothertogdom Luxemburg slechts meedelen aan de Luxemburgse dienst die bevoegd is voor het opmaken van de betalingsbalans van het Groothertogdom Luxemburg.

De medegedeelde individuele gegevens mogen uitsluitend worden gebruikt door de Nationale Bank van België voor het opmaken van de betalingsbalans van het Koninkrijk België, en door de bevoegde Luxemburgse dienst voor het opmaken van de betalingsbalans van het Groothertogdom Luxemburg.

§ 2. Het Instituut mag geen gegevens doorgeven aan andere instellingen, dan die waarvan sprake is in § 1, dan ter uitvoering van internationale verplichtingen en op de tweevoudige voorwaarde dat de gegevens uitsluitend worden gebruikt voor het opstellen van betalingsbalansstatistieken en dat die autoriteiten gehouden zijn aan een evenwaardige geheimhoudingsplicht als die voorzien in deze wet.

De medegedeelde gegevens mogen in geen enkel geval de mogelijkheid bieden de informatieverstrekker rechtstreeks te identificeren.

§ 3. Het Instituut en de Nationale Bank van België mogen informatie die op grond van deze wet is verzameld, enkel aan andere derden dan deze waarvan sprake in §§ 1 en 2 meedelen als die informatie het op geen enkele wijze mogelijk maakt de identiteit van de verstrekkers te weten te komen, de belangen van die laatsten te schaden of de juistheid van latere statistische informatie in het gedrang te brengen.

§ 4. De beschikkingen van deze wet doen in geen enkel geval afbreuk van de naleving, door de Nationale Bank van België, van de verplichtingen waaraan zij onderhavig is in toepassing van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld.

§ 5. Aan het Instituut mogen geen gegevens worden gevraagd voor fiscale doeleinden. »

Art. 5. In artikel 15, vervat in artikel 36 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het opschrift wordt vervangen als volgt : « Artikel 15. — Onderzoeksopdracht en uitvoering van ambtswege »;

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 3 en een paragraaf 4, luidend als volgt :

« § 3. De voorschriften van artikel 10 van deze wet en van de besluiten en reglementen die ter uitvoering daarvan zijn vastgesteld, worden, als de rapporteringsplichtigen weigeren die na te leven, van ambtswege uitgevoerd op kosten van de overtreders.

De Raad neemt de beslissing om over te gaan tot de uitvoering van ambtswege en duidt de afgevaardigden belast met deze uitvoering aan.

De Koning legt de regels vast voor de uitvoering van ambtswege en bepaalt de kosten ten laste van de overtreders.

§ 4. Zo nodig kunnen de hierboven bedoelde afgevaardigden zich, mits de vrederechter hen daartoe voorafgaandelijk heeft gemachtigd, tegen de wil van de bewoner in, en voor zover dat noodzakelijk is voor het vervullen van hun opdracht, tussen 8.00 u. en 18.00 u., toegang

enclos, en ce compris le domicile privé des particuliers. Chaque fois qu'il en sera requis par les délégués, le bourgmestre leur prêtera main forte. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 12 décembre 1996.

ALBERT

Par le Roi :
Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

verschaffen tot de woningen, werkplaatsen, gebouwen, belendende binnenplaatsen en besloten ruimten, met inbegrip van de privé-woonplaats van particulieren. Wanneer de burgemeester er door die afgevaardigden toe wordt verzocht, zal hij hen de sterke hand verlenen. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 12 december 1996.

ALBERT

Van Koningswege :
De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

F. 97 - 100

[C - 97/3032]

13 JANVIER 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 16 février 1996 fixant le règlement de la Bourse de valeurs mobilières de Bruxelles

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, notamment les articles 3, 10, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 26 et 29;

Vu l'avis de la Société de la Bourse de valeurs mobilières de Bruxelles;

Vu l'avis de la Commission bancaire et financière;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le nouveau marché, destiné aux entreprises jeunes à potentiel de croissance élevé, concourt à la promotion de la place financière belge; qu'il entre dans les intentions des autorités boursières de le rendre opérationnel début janvier 1997; qu'il convient dès lors sans tarder d'en fixer l'organisation et les règles de fonctionnement;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions relatives au nouveau marché*

Article 1^{er}. Un article 58bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 16 février 1996, fixant le règlement de la Bourse de valeurs mobilières de Bruxelles :

« Article 58bis. Par dérogation aux articles 54 à 57, le comité de direction peut également admettre comme membres, les membres d'un marché réglementé avec lequel une convention de réciprocité a été conclue. Pour ces membres, la condition d'inscription, prévue à l'article 58, 4^o, est réputée remplie. En outre, la convention de réciprocité peut déroger aux obligations contenues à l'article 58, 6^o et 7^o et prévoir des contributions spécifiques. »

Art. 2. L'article 91 du même arrêté royal est remplacé par la disposition suivante :

« Article 91. La cote comprend :

- a) le Premier Marché;
- b) le Second Marché;
- c) le Nouveau Marché. »

Art. 3. Dans l'article 97 du même arrêté royal, les mots "à l'article 90" sont remplacés par les mots "à l'article 92".

Art. 4. Un article 97bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté royal :

« Article 97bis. Le nouveau marché est un marché qui ne constitue pas une cote officielle au sens de la directive visée à l'article 92, et sur lequel sont inscrits les instruments financiers, conformément au chapitre VIII du présent règlement. »

N. 97 - 100

[C - 97/3032]

13 JANUARI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 februari 1996 tot vaststelling van het reglement van de Effectenbeursvennootschap van Brussel

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en de beleggingsadviseurs, inzonderheid de artikelen 3, 10, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 26 en 29;

Gelet op het advies van de Effectenbeursvennootschap van Brussel;

Gelet op het advies van de Commissie voor het Bank- en Financienwezen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de nieuwe markt, die bestemd is voor de jonge ondernemingen met hoge groei mogelijkheden, tot de promotie van het Belgische financiële centrum bijdraagt; dat het in de bedoelingen van de Beursautoriteiten ligt begin januari 1997 zij operationeel te laten worden; dat het derhalve noodzakelijk is de organisatie en de werkingsregels ervan te bepalen;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen betreffende de nieuwe markt*

Artikel 1. Een artikel 58bis, luidend als volgt, wordt in het koninklijk besluit van 16 februari 1996 tot vaststelling van het reglement van de Effectenbeursvennootschap van Brussel ingevoegd :

« Artikel 58bis. In afwijking van de artikelen 54 tot 57 kan het directiecomité tevens als leden aanvaarden de leden van een gereglementeerde markt waarmee een wederkerigheidsovereenkomst werd gesloten. Voor die leden wordt de opnemingsvoorwaarde als bedoeld in artikel 58, 4^o geacht te zijn vervuld. Bovendien kan de wederkerigheidsovereenkomst afwijken van de in artikel 58, 6^o en 7^o bedoelde verplichtingen en specifieke bijdragen vaststellen. »

Art. 2. Artikel 91 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 91. De notering omvat :

- a) de Eerste Markt;
- b) de Tweede Markt;
- c) de Nieuwe Markt. »

Art. 3. In artikel 97 van hetzelfde koninklijk besluit, worden de woorden "in artikel 90" vervangen door de woorden "in artikel 92".

Art. 4. Een artikel 97bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde koninklijk besluit ingevoegd :

« Artikel 97bis. De nieuwe markt is een markt die geen officiële notering is in de zin van de richtlijn bedoeld in artikel 92, waarin de financiële instrumenten worden opgenomen overeenkomstig hoofdstuk VIII van dit reglement. »